**Que conclure des stratégies des banques centrales en matière de monnaie numérique**

Après avoir présenté les approches diverses des banques centrales concernant l'émission d’une monnaie numérique (MNBC), Hervé Sitruk, président fondateur du France Payments Forum, en tire les enseignements.

Publié le 20 août 2025 à 15:14 - Maj 21 août 2025 à 16:17

[**Hervé Sitruk**](https://www.agefi.fr/auteur/herve-sitruk)

Président-fondateur France Payments Forum

 -  Image Gerd Altmann/Pixabay

Le panorama des [diverses stratégies suivies par les Etats en matière d’émission d’une monnaie numérique de banque centrale (MNBC)](https://www.agefi.fr/news/tech-finance/les-strategies-des-banques-centrales-en-matiere-de-monnaies-numeriques-de-banque-centrale) a permis de mettre en valeur les différences majeures dans les stratégies des diverses banques centrales et des États au plan mondial, notamment au sein du monde occidental et libéral, en matière d’émission d’une MNBC de détail.

Comme l’a écrit dernièrement Paolo de Rosa, Policy Officer à la Commission européenne, « *Europe and the United States are playing two very different games (…) This is not merely a technical difference:* *it is a clash of visions on the role of the State, the market, and technology in global finance*».

Mais, on peut se rassurer, il y a, à côté, quelques convergences.

**1. Les divergences**

Les divergences apparaissent clairement.

La première question est celle de savoir qui doit avoir le leadership en matière d’offres de services de paiement, le marché ou les banques centrales, et donc doit offrir des solutions digitales pour les paiements ? Dans les États dictatoriaux ou à économies émergentes, c’est l’Etat, et la banque centrale en tant qu’organe d’Etat, qui impose une monnaie numérique retail. Dans les États occidentaux ou à économies libérales, c’est le marché, même si les États veulent garder la main sur le sujet. En fait, tout dépend de la confiance que l’on a dans la capacité du marché à offrir des solutions innovantes et assurant la souveraineté, comme l’a indiqué le gouverneur de la Bank of England, Andrew Bailey. Et dans plusieurs pays (Canada, Suisse, Australie, …) la démocratie a conduit à l’abandon ou au report du projet de MNBC de détail l, faute de consensus. En Europe, le débat démocratique est en cours mais la Banque centrale européenne veut garder la main, et les États hésitent à faire ce pas, aux conséquences non maîtrisées du côté des acteurs du marché.

L’autre divergence concerne le sens du terme de MNBC : pour certaines banques centrales, cela signifie simplement que la monnaie centrale est numérisée au sens d’une monnaie électronique type année 2000 ; pour la plupart des banques centrales, cela signifie que cette nouvelle forme de monnaie doit être nécessairement innovante et qu’une partie majeure doit s’appuyer sur des DLT, même si, ici ou là, à la lumière des expérimentations, les technologies DLT n’apparaissent pas toujours aux décideurs assez matures pour des transactions de masse.

Enfin, la dernière divergence concerne les stablecoins : dans la plupart des cas, il y a volonté des États de participer à la vague du marché en faveur des stablecoins, mais deux types de réactions de rejet apparaissent du côté de certaines banques centrales :

Il s’agit, d’une part, d’un rejet face à la menace de la domination américaine sur ce marché, via des stablecoins libellés en dollars, donc l’argument de la Souveraineté. L’autre type de rejet surgit face à la menace (affirmée parfois avec beaucoup de virulence) des stablecoins sur les politiques monétaires, leur reprochant à la fois de réduire l’impact de ces politiques, mais aussi d’engendrer des risques d’instabilité monétaire majeurs. Des défauts insoutenables pour des banquiers centraux, alors qu’à ce jour, les volumes de stablecoins sont très modestes.

**A lire aussi:**[**Les stratégies des banques centrales en matière de monnaies numériques de banque centrale**](https://www.agefi.fr/news/tech-finance/les-strategies-des-banques-centrales-en-matiere-de-monnaies-numeriques-de-banque-centrale)

**2. Les points de convergence**

La lueur de convergence réside dans l’accord sur l’importance à disposer d’une monnaie numérique dites de gros, pour les transactions sur actifs numériques et pour les transactions internationales. Cela est vrai partout, y compris aux États Unis [[1]](https://www.agefi.fr/news/tech-finance/que-conclure-des-strategies-des-banques-centrales-en-matiere-de-monnaie-numerique#_ftn1), et la décision est prise progressivement par tous, d’émission d’une monnaie numérique de gros. Plus même, ces monnaies numériques de gros devraient s’appuyer dans la plupart des cas sur les DLT, car ici l’ampleur des volumes est bien plus faible que pour les transactions de détail, et donc la confiance technologique est plus forte. Enfin ces monnaies numériques centrales de gros bénéficient d’un consensus des acteurs clés (y compris parmi les banques), ce qui rend leur émission non conflictuelle.

On peut ajouter une dernière convergence : dans tous les cas, les États ont souhaité garder la main sur leurs banquiers centraux pour les autoriser ou non à émettre une monnaie numérique. Ce qui montre que même dans les cas où les banques centrales ont acquis leur indépendance en matière de politique monétaire, comme en Europe, elles sont sujettes en matière d’émission de nouvelles formes de monnaie à l’accord des Autorités politiques, et donc à la vision des États sur le futur des systèmes de paiement qui sont au cœur de l’économie.

Ainsi, il n’y a pas de convergence entre banques centrales en matière d’émissions d’une MNBC de détail, ni d’exigence en ce domaine qui résulterait de la mission première des banques centrales. Il s’agit essentiellement d’un sujet répondant à des enjeux politiques.

Il est donc nécessaire que le débat ait lieu au plan politique, de façon ouverte et transparente, pour tenter de répondre à la question de son opportunité, du «why it is needed ?», pour reprendre l’expression d’Andrew Bailey, et de déboucher sur un consensus, indispensable pour qu’un tel instrument au cœur des paiements puisse aboutir à un succès.

Ceci vaut notamment pour l’euro numérique, qui fera l’objet d’un prochain article.

[[1]](https://www.agefi.fr/news/tech-finance/que-conclure-des-strategies-des-banques-centrales-en-matiere-de-monnaie-numerique#_ftnref1) Comme l’illustre le fait que nonobstant l’Executive Order signé par le Président Trump le 23 janvier prohibant l’émission d’une MNBC, la Fed New York poursuit sa participation au projet AGORA de MNBC de gros piloté par la BRI.

[Trump exec order digital assets working group: Fed not invited - Ledger Insights (24 janvier 2025](https://www.ledgerinsights.com/trump-exec-order-on-digital-assets-fed-not-invited/))

[Waller: US Federal Reserve is exploring tokenized reserves. Criticizes digital euro - Ledger Insights (7 février 2025)](https://www.ledgerinsights.com/waller-us-federal-reserve-is-exploring-tokenized-reserves-criticizes-digital-euro/)